Annexe II

GOUVERNEMENT *Liberté* *Égalité* *Fraternité*	**Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme** Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
	Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune de Dormans
SIRET/SIREN
215 102 013 00012
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Commune de Dormans Place du Général de Gaulle 51700 Dormans Tél. : 03 26 58 21 45
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Thierry BARBIER Maire de Dormans
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Sylvie DOMINIQUE

Service Urbanisme – Commune de Dormans.
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
Service Urbanisme – Commune de Dormans Place du Général de Gaulle 51700 Dormans Tél. : 03 26 58 21 45
2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
Plan Local d'Urbanisme (PLU)
2.2 Intitulé du document
Modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Dormans (51)
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 25 juillet 2018. Le Plan Local d'Urbanisme approuvé est consultable en mairie de Dormans ainsi que sur le site internet de la commune, à l'adresse suivante : https://www.dormans.fr/municipalite/plan-local-durbanisme/
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune de Dormans – département de la Marne (51).
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
La modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Dormans porte sur plusieurs évolutions réglementaires et graphiques concernant exclusivement des secteurs déjà urbanisés ou déjà classés constructibles par le PLU approuvé le 25 juillet 2018. La procédure porte : ▪ sur la suppression de l'emplacement réservé n°5, situé au niveau de la station d'épuration communale ; ▪ sur la réduction de l'emprise de l'emplacement réservé n°10, afin de limiter son périmètre à la surface nécessaire à l'équipement public concerné, au sein d'un secteur déjà classé en zone UB du PLU ; ▪ sur l'adaptation ponctuelle des dispositions relatives aux clôtures, visant à harmoniser et clarifier les règles applicables, sans remise en cause des exigences de sécurité publique, de visibilité et de protection patrimoniale ; ▪ sur l'évolution des dispositions relatives aux pentes de toiture, afin d'harmoniser et de clarifier les règles relatives à l'aspect extérieur des constructions. La procédure n'entraîne aucune modification des limites des zones du PLU, aucune ouverture de nouvelle zone à l'urbanisation, aucune extension des zones urbaines existantes et aucune augmentation des capacités globales d'accueil ou de construction définies par le document d'urbanisme. La localisation des emplacements réservés concernés ainsi que les secteurs d'application des évolutions réglementaires sont présentées dans les documents graphiques annexés au dossier de saisine.

3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
☒Oui ☐Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
Le territoire communal de Dormans est couvert par le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de la Région Grand Est, approuvé le 24 janvier 2020. La modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Dormans demeure compatible avec les orientations et objectifs du SRADDET Grand Est. Elle n'ouvre aucun nouveau secteur à l'urbanisation, n'entraîne aucune consommation supplémentaire d'espaces naturels, agricoles ou forestiers (ENAF), ne remet pas en cause les continuités écologiques, les ressources naturelles ni les objectifs de sobriété foncière et de réduction de l'artificialisation des sols définis par le SRADDET. La présente modification simplifiée demeure ainsi compatible avec les orientations du SCoTER applicables au territoire communal.
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
☒Oui ☐Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
Le territoire communal est couvert par le Schéma de Cohérence Territoriale d'Épernay et sa Région (SCoTER), document de planification supra-communale applicable au territoire. Ces documents demeurent pleinement applicables dans le cadre de la présente modification simplifiée. Aucune disposition de la procédure ne modifie leur portée réglementaire ni les prescriptions qui en découlent. La modification simplifiée n°1 du PLU demeure compatible avec les orientations du SCoTER, dans la mesure où elle ne remet pas en cause les orientations du Schéma de Cohérence Territoriale d'Épernay et sa Région, notamment en matière de développement urbain, de préservation des espaces agricoles et naturels, de consommation foncière, de paysage et de continuités écologiques.
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
Le territoire communal est notamment concerné par : ▪ le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) de la vallée de la Marne, annexé au PLU; ▪ le Plan de prévention des Risques Naturels de Glissement de Terrain (PPRNGT) de la Côte d'Île-de-France, Vallée de la Marne, annexé au PLU ; ▪ les servitudes d'utilité publique figurant dans les annexes du PLU ;

- les dispositions relatives à la gestion des eaux pluviales, à l'assainissement et à la protection des ressources en eau ;
- les enjeux liés aux zones humides identifiés dans les annexes environnementales du PLU ;
- les prescriptions relatives aux secteurs affectés par le bruit des infrastructures de transport terrestre ;
- les orientations et objectifs du SRADDET Grand Est et du SCoTER applicables au territoire communal.

La modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme ne remet en cause aucune des dispositions résultant des documents de rang supérieur, des servitudes d'utilité publique ou des documents sectoriels applicables sur le territoire communal. Les évolutions proposées concernent exclusivement des adaptations ponctuelles du règlement écrit et des emplacements réservés, sans incidence sur les grands équilibres du document d'urbanisme. Elle porte exclusivement sur :

- la suppression de l'emplacement réservé n°5 devenu sans objet ;
- la réduction de l'emprise de l'emplacement réservé n°10 ;
- l'adaptation ponctuelle des dispositions relatives aux clôtures ;
- l'évolution des dispositions relatives aux pentes de toiture.

La procédure n'entraîne :

- aucune ouverture de nouvelle zone à l'urbanisation ;
- aucune extension des zones urbaines existantes ;
- aucune modification des capacités globales de construction définies par le Plan Local d'Urbanisme;
- aucune incidence sur les sites Natura 2000, les ZNIEFF, les zones humides identifiées ou les continuités écologiques recensées dans le rapport de présentation;
- aucune modification des périmètres de protection environnementale ou des servitudes d'utilité publique existantes ;
- aucune aggravation des risques naturels ou technologiques identifiés sur le territoire communal.

Au regard de la nature et de la portée limitée des évolutions proposées, la modification simplifiée n°1 demeure pleinement compatible avec les documents de planification, les servitudes d'utilité publique et les politiques sectorielles applicables au territoire communal.

3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration ☐Oui ☒Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Sans objet.
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Le Plan Local d'Urbanisme approuvé en 2018 n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale systématique au titre du Code de l'environnement.

Le PLU n'était pas soumis à évaluation environnementale systématique au regard de la réglementation applicable lors de son élaboration.
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ? ☐Oui ☒Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Sans objet.
La présente modification simplifiée porte exclusivement sur des adaptations ponctuelles du document d'urbanisme. Elle ne modifie ni les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), ni le zonage réglementaire, ni les orientations d'aménagement et de programmation, ni les grands équilibres du territoire. Les protections environnementales, les servitudes d'utilité publique, les continuités écologiques, les zones humides, les espaces boisés classés, les secteurs soumis aux risques naturels ainsi que les autres prescriptions environnementales demeurent intégralement inchangés.
La présente procédure de modification simplifiée n°1 porte sur des ajustements ponctuels et limités du document d'urbanisme : ▪ suppression de l'emplacement réservé n°5 devenu sans objet ; ▪ réduction de l'emprise de l'emplacement réservé n°10 ; ▪ évolution ponctuelle du règlement écrit relatif aux clôtures ; ▪ évolution des dispositions relatives aux pentes de toiture ; La procédure ne modifie ni les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), ni le zonage général du PLU, ni les équilibres urbains, agricoles, naturels ou environnementaux du territoire communal. Elle ne remet pas en cause l'économie générale du Plan Local d'Urbanisme. Elle n'entraîne aucune ouverture à l'urbanisation, aucune extension des zones urbaines, aucune consommation supplémentaire d'espaces naturels, agricoles ou forestiers et aucune augmentation significative des droits à construire. Les protections environnementales, les servitudes d'utilité publique, les dispositifs de préventions des risques naturels ainsi que les prescriptions applicables aux zones sensibles demeurent pleinement applicables et ne sont pas remises en cause par la présente procédure. Les secteurs concernés restent soumis aux dispositions du règlement du PLU, du PPRNGT annexé, des prescriptions relatives au risque inondation, ainsi qu'aux autres réglementations applicables. La présente procédure n'est pas susceptible d'entraîner des incidences notables sur l'environnement au sens des articles R.104-33 à R.104-37 du Code de l'urbanisme.
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale ☐Oui ☒Non
Sans objet
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
La présente modification simplifiée n°1 constitue la première évolution du Plan Local

d'Urbanisme de Dormans depuis son approbation. Au regard de son objet, de sa portée limitée et de l'absence d'incidences notables sur l'environnement, elle relève de la procédure d'examen au cas par cas.

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique

La présente saisine concerne la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Dormans, engagée conformément aux dispositions des articles L.153-45 et suivants du Code de l'urbanisme.

La procédure porte exclusivement sur :

- la suppression de l'emplacement réservé n°5, devenu sans objet au regard de l'évolution des besoins communaux;
- la réduction de l'emprise de l'emplacement réservé n°10 afin de la limiter aux besoins réels identifiés;
- l'adaptation des dispositions relatives aux clôtures ainsi que l'évolution des dispositions relatives aux pentes de toiture, afin d'harmoniser et de clarifier les règles applicables sans modifier les principes généraux du PLU ;

La procédure :

- ne modifie pas les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ;
- ne remet pas en cause l'économie générale du PLU ;
- n'ouvre aucune nouvelle zone à l'urbanisation ;
- n'entraîne aucune extension des zones urbaines existantes ;
- n'augmente pas les capacités globales de construction du territoire communal ;
- ne modifie pas les destinations des zones ni les règles générales de constructibilité du PLU.

Les évolutions envisagées présentent une portée limitée, ponctuelle et exclusivement réglementaire ou graphique. Elles n'entraînent aucune consommation supplémentaire d'espaces naturels, agricoles ou forestiers (ENAF), aucune artificialisation nouvelle des sols, aucune ouverture à l'urbanisation et aucun potentiel supplémentaire de construction.

Les évolutions proposées concernent exclusivement des ajustements réglementaires et graphiques portant sur des secteurs déjà urbanisés ou déjà classés constructibles. Elles ne modifient ni le zonage du PLU, ni les destinations autorisées, ni les capacités globales de construction du territoire communal.
Elles ne préjugent pas de la réalisation d'un futur projet d'aménagement, lequel demeurera soumis, le cas échéant, aux autorisations et procédures réglementaires applicables ainsi qu'à l'ensemble des prescriptions environnementales en vigueur.

4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

La commune de Dormans compte environ 2 899 habitants selon les dernières données disponibles de l'INSEE (population municipale en vigueur.)

4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	2 258, 8 ha			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	205,9	9,1	206,5	9,1
zones 1 AU	21,8	1	21,8	1
zones 2 AU	0	0	0	0
zones A	1377,5	61,1	1382,2	61,2
zones N	647,8	28,8	648,3	28,7
Total	2253	100	2258,8	100

La superficie communale de référence est de 2 258,8 ha. Les écarts observés entre les données "actuelles" et "après évolution" résultent d'une actualisation technique des calculs de surfaces sous SIG et d'un recalage des données géographiques. Ils ne traduisent aucune modification du zonage réglementaire. La modification simplifiée n°1 ne modifie pas les limites des zones U, AU, A ou N et n'ouvre aucune nouvelle zone à l'urbanisation.

Ces écarts résultent uniquement d'une actualisation des calculs SIG et n'emportent aucune modification des limites de zones du PLU.

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU de Dormans fixe des objectifs de maîtrise du développement urbain, de modération de la consommation foncière et de préservation des espaces agricoles, naturels et paysagers.

La modification simplifiée n°1 s'inscrit dans ces objectifs dans la mesure où :

- elle ne prévoit aucune ouverture nouvelle à l'urbanisation ;
- elle ne modifie pas les limites des zones urbaines ;
- elle n'augmente pas les capacités globales de construction du territoire ;
- elle ne génère aucune consommation supplémentaire d'espaces naturels, agricoles ou forestiers ;
- elle vise principalement des ajustements réglementaires ponctuels et la mise à jour d'emplacements réservés existants.

La procédure demeure ainsi compatible avec les objectifs de sobriété foncière et de limitation de l'étalement urbain définis par le PADD et les documents de planification supra-communaux applicables au territoire. Elle contribue également aux objectifs de sobriété foncière portés par le SRADDET Grand Est et le SCoTER d'Épernay.

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

La présente procédure correspond à une modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Dormans.

Elle porte sur des ajustements ponctuels et limités du document d'urbanisme, sans remise en cause de son économie générale ni des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD).
La procédure a pour objectifs :

- de supprimer l'emplacement réservé n°5, devenu sans objet à la suite de la réalisation de l'opération d'agrandissement de la station d'épuration communale pour laquelle il avait été institué ;
- de réduire l'emprise de l'emplacement réservé n°10 afin de limiter son périmètre à la seule surface nécessaire à l'extension du cimetière communal ;
- d'adapter ponctuellement les dispositions du règlement écrit relatives aux clôtures, afin d'harmoniser et de clarifier les règles applicables, notamment en terrain d'angle, sans remise en cause des exigences de sécurité publique, de visibilité, d'insertion paysagère et de protection patrimoniale ;
- de faire évoluer les dispositions du règlement écrit relatives aux pentes de toiture dans les zones concernées, afin d'en améliorer la cohérence et les conditions d'application, sans modification des possibilités générales de construire.

Ces évolutions présentent une portée exclusivement réglementaire et graphique. Elles ne modifient ni le zonage du PLU, ni les destinations autorisées, ni les limites des zones urbaines ou à urbaniser, ni les capacités globales d'accueil et de construction du territoire communal. Elles n'entraînent aucune ouverture à l'urbanisation, aucune consommation supplémentaire d'espaces naturels, agricoles ou forestiers et aucune artificialisation nouvelle des sols.

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☐Oui
☒Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Sans objet.
La modification simplifiée n°1 ne prévoit aucune ouverture de zone à l'urbanisation, aucune création de secteur constructible nouveau et aucune modification des limites du zonage réglementaire. Les adaptations relatives aux clôtures et aux pentes de toiture portent exclusivement sur des règles d'aspect extérieur des constructions et n'ont pas pour effet de créer de nouveaux droits à construire.

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ulra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☐Oui
☒Non

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Sans objet. La présente modification simplifiée ne prévoit aucune ouverture de nouvelle zone à l'urbanisation au sens du Code de l'urbanisme. La question de l'analyse environnementale d'une ouverture à l'urbanisation est donc sans objet. Les évolutions envisagées portent exclusivement sur : • la suppression de l'emplacement réservé n°5, devenu sans objet à la suite de la réalisation de l'opération pour laquelle il avait été institué ; • la réduction de l'emprise de l'emplacement réservé n°10 ; • l'adaptation ponctuelle des dispositions relatives aux clôtures ; • l'évolution des dispositions relatives aux pentes de toiture dans les zones concernées par le règlement écrit. La suppression de l'emplacement réservé n°5 restitue uniquement au foncier concerné le régime de droit commun correspondant au zonage en vigueur et ne modifie pas sa vocation réglementaire. La réduction de l'emplacement réservé n°10 ne vaut ni autorisation d'urbaniser, ni approbation d'un projet de lotissement. Les évolutions relatives aux clôtures et aux pentes de toiture portent uniquement sur les conditions d'application de règles d'aspect extérieur des constructions. Elles ne modifient ni les destinations autorisées, ni les emprises constructibles, ni les règles de densité, ni les capacités globales de construction du territoire communal. La présente procédure n'est ainsi pas susceptible, à elle seule, d'entraîner des incidences notables sur l'environnement ou de porter atteinte aux objectifs de conservation des sites Natura 2000.
4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs ☐ Oui ☒ Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Sans objet. La modification simplifiée n°1 n'a ni pour objet ni pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs. Elle ne modifie ni les règles d'emprise au sol, ni les règles de hauteur, ni les implantations des constructions, ni les capacités globales d'accueil ou de construction définies par le PLU. La suppression de l'emplacement réservé n°5 restitue au foncier concerné le régime de droit commun du zonage en vigueur, sans créer de droit à construire nouveau. La réduction de l'emprise de l'emplacement réservé n°10 concerne un secteur déjà classé en zone UB. Cette évolution libère partiellement le foncier de la servitude d'emplacement réservé, mais ne modifie ni le zonage, ni les règles de densité ou de constructibilité applicables à ce secteur. Elle ne vaut ni autorisation d'urbaniser, ni approbation d'un projet opérationnel.

L'adaptation ponctuelle des dispositions relatives aux clôtures et l'évolution des dispositions relatives aux pentes de toiture concernent exclusivement des règles d'aspect extérieur des constructions. Elles n'augmentent pas la surface constructible, la densité autorisée ou les capacités d'accueil du territoire communal.

Tout projet d'aménagement ultérieur sur la partie libérée de l'emplacement réservé n°10 demeurera soumis aux règles de la zone UB, aux servitudes d'utilité publique ainsi qu'aux autorisations, études et procédures réglementaires applicables, notamment au regard des enjeux paysagers, patrimoniaux, sanitaires et environnementaux du secteur.

La procédure n'entraîne donc aucune augmentation significative de la densité urbaine et demeure compatible avec les objectifs de modération de la consommation foncière définis par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

4.3.4 La procédure a pour objet :
- de créer un espace boisé classé ☐Oui ☒Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Sans objet. La modification simplifiée n°1 ne prévoit aucune création d'Espace Boisé Classé (EBC).
- de déclasser un espace boisé classé ☐Oui ☒Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Sans objet. Aucun Espace Boisé Classé (EBC) n'est supprimé, réduit ou modifié dans le cadre de la présente procédure.
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers ☐Oui ☒Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Sans objet. La procédure ne modifie pas les zonages agricoles, naturels ou forestiers du PLU en vigueur.
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier ☐Oui ☒Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Sans objet.

La procédure ne modifie pas les zonages agricoles, naturels ou forestiers du PLU en vigueur.
- de créer de nouvelles protections environnementales ☐Oui ☒Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Sans objet. La procédure ne crée pas de nouvelle protection environnementale réglementaire. Les protections existantes relatives aux risques naturels, aux continuités écologiques, aux zones humides, aux servitudes d'utilité publique et aux secteurs soumis à contraintes demeurent inchangées.
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels ☐Oui ☒Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Sans objet. La modification simplifiée n°1 ne supprime aucune protection environnementale, paysagère ou patrimoniale applicable sur le territoire communal. Les dispositifs réglementaires liés notamment : ▪ aux risques naturels ; ▪ aux servitudes d'utilité publique ; ▪ aux zones humides ; ▪ aux prescriptions patrimoniales ; ▪ aux dispositions relatives aux eaux pluviales et à la gestion des risques ; demeurent pleinement applicables après approbation de la procédure.
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Sans objet. La présente procédure ne relève pas d'une mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme dans le cadre d'une déclaration de projet. La procédure porte exclusivement sur des adaptations ponctuelles du règlement écrit et des emplacements réservés, sans modification du zonage, des destinations des sols ni des capacités globales de construction du territoire. Elle correspond à une procédure de modification simplifiée engagée conformément aux dispositions des articles L.153-45 et suivants du Code de l'urbanisme et ne constitue pas une procédure de mise en compatibilité du PLU.
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation

environnementale : ☐Oui ☒Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Sans objet.
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : ☐Oui ☒Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Sans objet. La présente procédure ne relève pas d'une procédure intégrée prévue à l'article L.300-6-1 du Code de l'urbanisme. Aucun projet d'intérêt général, opération d'aménagement complexe ou opération soumise à mise en compatibilité du PLU n'est concerné par la présente saisine. La procédure ne modifie ni les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), ni l'économie générale du document d'urbanisme.
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la ***rubrique 3.1,*** intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Sans objet. La présente procédure correspond à une modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de Dormans engagée au titre des articles L.153-45 et suivants du Code de l'urbanisme. Elle ne constitue pas une procédure de mise en compatibilité avec un document de rang supérieur. La modification simplifiée n°1 demeure compatible avec les documents supra-communaux applicables au territoire communal, notamment : ▪ le SRADDET Grand Est approuvé le 24 janvier 2020 ; ▪ le Schéma de Cohérence Territoriale d'Épernay et sa Région (SCoTER).

Elle demeure également compatible avec les objectifs de sobriété foncière, de limitation de l'artificialisation des sols et de préservation des continuités écologiques définis par ces documents de planification.

Les évolutions envisagées n'entraînent :
- aucune ouverture nouvelle à l'urbanisation ;
- aucune consommation supplémentaire d'espaces naturels, agricoles ou forestiers ;
- aucune remise en cause des continuités écologiques ;
- aucune modification des équilibres définis par le PADD du PLU en vigueur.

- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité

Sans objet.

La présente procédure ne relève pas d'une mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur.

Les évolutions prévues dans le cadre de la modification simplifiée n°1 demeurent pleinement compatibles avec les orientations des documents de planification applicables. Elles contribuent aux objectifs de sobriété foncière et de maîtrise de la consommation d'espace, sans remettre en cause les équilibres environnementaux, paysagers ou urbains du territoire communal.

La présente modification simplifiée n'entraîne aucune consommation supplémentaire d'espaces naturels, agricoles ou forestiers (ENAF), aucune artificialisation nouvelle des sols et aucun potentiel supplémentaire d'urbanisation. Elle demeure ainsi pleinement compatible avec les orientations des documents de planification supra-communaux applicables au territoire.

4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales

☐Oui

☒Non

Si oui, préciser les effets

Sans objet.

La procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de Dormans présente une portée strictement locale et réglementaire.

Compte tenu de son caractère exclusivement réglementaire, localisé et de sa portée limitée, la modification simplifiée n°1 n'est pas susceptible d'entraîner des incidences environnementales notables au-delà des frontières nationales.

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure

5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	☐	☒	Sans objet. La commune de Dormans n'est pas située dans un territoire soumis aux dispositions de la loi Montagne.

Les dispositions de la loi littoral	☐	☒	Sans objet. La commune de Dormans n'est pas concernée par les dispositions de la loi Littoral.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	☐	☒	Aucun site Natura 2000 n'est situé sur le territoire communal de Dormans ni dans les secteurs directement concernés par la modification simplifiée n°1. Le site Natura 2000 le plus proche est la Zone spéciale de conservation FR2100314 « Massif forestier d'Épernay et étangs associés », située notamment sur la commune voisine d'Igny-Comblizy, à plus de 4 km à vol d'oiseau de Dormans. La modification simplifiée n°1 : • n'ouvre aucune nouvelle zone à l'urbanisation ; • n'entraîne aucune consommation supplémentaire d'espaces naturels, agricoles ou forestiers ; • ne modifie aucun habitat naturel, corridor écologique ou réservoir de biodiversité ; • ne génère aucun projet opérationnel susceptible d'affecter directement ou indirectement ce site Natura 2000. Compte tenu de la nature exclusivement réglementaire et graphique de la procédure, aucune incidence notable sur les habitats et les espèces ayant justifié la désignation du site Natura 2000 le plus proche n'est identifiée.
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	☐	☒	Sans objet. Le territoire communal de Dormans n'est pas situé dans le périmètre d'un parc national.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de	☐	☒	Aucune réserve naturelle nationale ou régionale ni aucun périmètre de protection associé n'est identifié sur le territoire communal ou dans les secteurs concernés par la modification simplifiée n°1.

l'environnement			
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	☐	☒	Aucun site inscrit ou classé au titre des articles L.341-1 et L.341-2 du Code de l'environnement n'est identifié dans les secteurs concernés par la modification simplifiée n°1. Les protections patrimoniales et paysagères existantes demeurent intégralement applicables et ne sont pas modifiées par la procédure.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	☐	☒	Aucun Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) n'est identifié sur le territoire communal de Dormans ni dans les secteurs concernés par la modification simplifiée n°1.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	☒	☐	Le territoire communal de Dormans est concerné par plusieurs dispositifs réglementaires de prévention des risques naturels annexés au Plan Local d'Urbanisme, notamment : ▪ le Plan de Prévention du Risque d'Inondation (PPRI) de la vallée de la Marne ; ▪ le Plan de Prévention des Risques Naturels « Glissement de Terrain » (PPRNGT) de la Côte d'Île-de-France – Vallée de la Marne. La modification simplifiée n°1 : ▪ ne modifie ni les zonages réglementaires du PPRI et du PPRNGT, ni les prescriptions qui leur sont associées ; ▪ ne crée aucune nouvelle zone à l'urbanisation ; ▪ ne crée aucun droit à construire supplémentaire dans les secteurs exposés aux risques ; ▪ n'est pas susceptible d'accroître l'exposition ou la vulnérabilité des personnes et des biens aux risques naturels. Les dispositions du PPRI, du PPRNGT et les autres servitudes d'utilité publique relatives aux risques demeurent pleinement opposables lors de l'instruction des autorisations

			d'urbanisme.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	☐	☒	Aucun périmètre de servitude d'utilité publique institué autour d'une installation classée pour la protection de l'environnement n'est identifié dans les secteurs concernés par la modification simplifiée n°1. La procédure ne crée aucune nouvelle activité, installation ou occupation du sol susceptible d'entraîner une exposition supplémentaire aux risques technologiques.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	☐	☒	Aucun périmètre de servitude relatif à des terrains pollués, à des installations de stockage de déchets ou à d'anciens sites industriels n'est identifié, dans les documents annexés au PLU, au droit des secteurs concernés par la modification simplifiée n°1. La procédure ne crée aucune activité nouvelle, n'autorise aucune installation polluante et ne modifie pas l'usage réglementaire des sols. Toute opération ultérieure demeurera, le cas échéant, soumise aux obligations applicables en matière de gestion des sites et sols pollués.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	☐	☒	Le territoire communal de Dormans n'est pas couvert par un Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM).
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	☐	☒	Aucun Site patrimonial remarquable (SPR) n'est identifié sur le territoire communal de Dormans ni dans les secteurs concernés par la modification simplifiée n°1.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	☒	☐	Le territoire communal de Dormans comprend plusieurs secteurs situés dans les abords de monuments historiques et soumis aux dispositions du Code du patrimoine. Les projets situés dans ces périmètres demeurent soumis, selon leur localisation et la nature des travaux, à l'accord ou à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France. La modification simplifiée n°1 :

			• ne modifie aucun périmètre de protection patrimoniale ; • ne supprime aucune servitude de protection des monuments historiques ; • ne remet pas en cause les prescriptions architecturales, urbaines et paysagères existantes ; • maintient l'application des dispositions du Code du patrimoine lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme. Les évolutions relatives aux clôtures et aux pentes de toiture ne dispensent pas les projets du respect des prescriptions patrimoniales applicables ni, le cas échéant, de la consultation de l'Architecte des Bâtiments de France.
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	☒	☐	Le territoire communal de Dormans comprend des zones humides potentielles et des secteurs présentant une sensibilité hydrologique, identifiés dans le rapport de présentation et les annexes environnementales du PLU, notamment dans la vallée de la Marne et les secteurs de fond de vallée. La modification simplifiée n°1 : • ne modifie aucun zonage naturel ou agricole ; • n'ouvre aucune nouvelle zone à l'urbanisation ; • ne prévoit aucun travail, remblai, déblai, assèchement ou imperméabilisation directement autorisé par la procédure ; • ne modifie pas les prescriptions relatives à la gestion des eaux pluviales, aux milieux aquatiques ou aux zones humides ; • n'est pas susceptible d'altérer les fonctionnalités hydrologiques ou écologiques des secteurs concernés. La suppression de l'emplacement réservé n°5 et la réduction de l'emplacement réservé n°10 ne modifient ni le zonage applicable ni les conditions réglementaires de gestion

			des eaux. L'adaptation des dispositions relatives aux clôtures et l'évolution des règles relatives aux pentes de toiture sont sans incidence sur les zones humides, les écoulements superficiels et les fonctionnalités hydrologiques du territoire. Aucune incidence notable sur les zones humides ou les milieux aquatiques n'est identifiée.
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	☒	☐	Le rapport de présentation du PLU de Dormans identifie plusieurs continuités écologiques participant à la trame verte et bleue du territoire communal et intercommunal, notamment : • les espaces naturels, agricoles et boisés structurants ; • les corridors écologiques associés à la vallée de la Marne ; • les secteurs participant aux continuités paysagères, hydrologiques et écologiques. La modification simplifiée n°1 : • ne modifie aucun réservoir de biodiversité ni aucun corridor écologique ; • ne réduit aucun espace naturel, agricole ou forestier ; • ne crée aucune nouvelle coupure ou fragmentation des continuités écologiques ; • n'ouvre aucune nouvelle zone à l'urbanisation ; • ne prévoit aucun projet opérationnel susceptible d'altérer la trame verte et bleue. La suppression de l'emplacement réservé n°5, la réduction de l'emplacement réservé n°10, l'adaptation des dispositions relatives aux clôtures et l'évolution des dispositions relatives aux pentes de toiture demeurent sans incidence notable sur les continuités écologiques identifiées dans le PLU.

			Les fonctionnalités écologiques du territoire demeurent intégralement préservées après approbation de la procédure.
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	☐	☒	Le territoire communal de Dormans n'est pas directement inclus dans une ZNIEFF de type I ou II. Plusieurs ZNIEFF sont toutefois recensées à proximité du territoire communal, notamment en lien avec les vallées, coteaux et ensembles boisés. Toutefois, les secteurs concernés par la modification simplifiée : • ne sont pas susceptibles de porter atteinte aux habitats naturels ou aux espèces ayant justifié la désignation des ZNIEFF situées à proximité ; • ne modifient aucun périmètre écologique identifié ; • n'autorisent aucune ouverture nouvelle à l'urbanisation; • ne génèrent aucune incidence directe ou indirecte sur les habitats ou espèces remarquables. Compte tenu de la portée limitée et réglementaire de la procédure, aucune incidence notable directe ou indirecte sur les ZNIEFF recensées à proximité n'est identifiée.
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	☐	☒	Aucun Espace naturel sensible (ENS) n'est identifié dans les secteurs directement concernés par la modification simplifiée n°1. La procédure ne modifie aucun périmètre de protection ou de gestion d'un Espace naturel sensible.
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	☐	☒	Aucun arrêté de protection de biotope, aucun site d'intérêt géologique protégé et aucune zone prioritaire pour la biodiversité n'est identifié dans les secteurs concernés par la modification simplifiée n°1. La procédure : • ne modifie aucun périmètre de protection environnementale ; • n'ouvre aucune nouvelle zone à

			l'urbanisation ; • n'entraîne aucune artificialisation directement autorisée par la procédure ; • ne remet pas en cause les continuités écologiques, les habitats naturels ou les secteurs à enjeux environnementaux identifiés dans le PLU. Les dispositifs réglementaires de protection de la biodiversité demeurent pleinement applicables. Compte tenu de son caractère limité et réglementaire, la modification simplifiée n°1 n'est pas susceptible d'avoir d'incidence notable sur la biodiversité ou sur les espaces bénéficiant d'une protection environnementale réglementaire.
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	☒	☐	Le Plan Local d'Urbanisme de Dormans identifie plusieurs Espaces boisés classés (EBC) participant à la préservation des paysages, des continuités écologiques et des équilibres environnementaux du territoire communal. La modification simplifiée n°1 : • ne supprime, ne réduit et ne modifie aucun Espace boisé classé; • ne modifie aucun zonage forestier ou naturel ; • ne remet pas en cause les protections paysagères ou environnementales associées aux boisements ; • n'affecte directement aucun massif boisé ni aucun espace forestier protégé. La suppression de l'emplacement réservé n°5, la réduction de l'emplacement réservé n°10 ainsi que les évolutions relatives aux clôtures et aux pentes de toiture sont sans incidence sur les Espaces boisés classés. Les objectifs de préservation des boisements, des paysages et de la biodiversité demeurent inchangés après

			approbation de la procédure.
Autre protection	☒	☐	Le territoire communal de Dormans est également concerné par plusieurs protections, servitudes et prescriptions environnementales ou patrimoniales figurant dans le PLU et ses annexes, notamment : • les servitudes d'utilité publique relatives aux risques naturels ; • les périmètres et prescriptions du PPRI de la vallée de la Marne et du PPRNGT « Glissement de Terrain » ; • les protections patrimoniales liées aux monuments historiques et à leurs abords ; • les prescriptions relatives aux secteurs affectés par le bruit des infrastructures de transport terrestre ; • les dispositions relatives à la gestion des eaux pluviales, à l'assainissement et aux secteurs à sensibilité hydrologique ; • les protections paysagères et environnementales inscrites dans le PLU. La modification simplifiée n°1 : • ne modifie ni les périmètres ni le régime juridique de ces protections et servitudes ; • maintient leur opposabilité lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme ; • ne crée aucune nouvelle zone à l'urbanisation ; • n'entraîne aucune aggravation des risques ni aucune incidence environnementale notable. La suppression de l'emplacement réservé n°5, la réduction de l'emplacement réservé n°10, l'adaptation ponctuelle des dispositions relatives aux clôtures et l'évolution des règles relatives aux pentes de toiture demeurent compatibles avec l'ensemble de ces protections et prescriptions.

			L'ensemble des protections environnementales, patrimoniales et réglementaires applicables au territoire communal demeure inchangé après approbation de la modification simplifiée n°1.

Au regard de l'ensemble des sensibilités environnementales, patrimoniales et réglementaires recensées sur le territoire communal, la modification simplifiée n°1 ne remet en cause aucune protection, aucun périmètre réglementaire, aucune continuité écologique ni aucune servitude d'utilité publique existante.

Compte tenu de sa portée exclusivement réglementaire et graphique, de l'absence d'ouverture nouvelle à l'urbanisation, de l'absence de consommation supplémentaire d'espaces naturels, agricoles ou forestiers et de l'absence d'artificialisation directement autorisée par la procédure, elle n'est pas susceptible d'entraîner des incidences notables sur l'environnement au sens des articles R.104-33 à R.104-37 du Code de l'urbanisme.

Les objectifs de préservation de la biodiversité, des paysages, du patrimoine, des ressources naturelles et de prévention des risques demeurent pleinement applicables après approbation de la procédure.

5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	☐	☒	Sans objet. Les secteurs concernés par la modification simplifiée n°1 du PLU de Dormans ne sont pas situés dans un territoire soumis aux dispositions de la loi Montagne.
Les dispositions de la loi littoral	☐	☒	Sans objet. Les secteurs concernés par la procédure ne relèvent pas des dispositions de la loi Littoral.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	☐	☒	Aucun Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) n'affecte les secteurs concernés par la modification simplifiée n°1 du PLU de Dormans.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	☒	☐	Le territoire communal de Dormans est concerné par plusieurs dispositifs de prévention des risques naturels annexés au PLU, notamment : ▪ le Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) de la vallée de la Marne ; ▪ le Plan de Prévention des Risques Naturels de Glissement de Terrain (PPRNGT) de la Côte d'Île-de-France Vallée de la Marne.

			Toutefois, la modification simplifiée n°1 : ▪ ne modifie aucun périmètre réglementaire lié aux risques ; ▪ ne remet pas en cause les prescriptions applicables ; ▪ n'ouvre aucune nouvelle zone à l'urbanisation ; ▪ n'augmente pas l'exposition des personnes ou des biens aux risques naturels ; ▪ les adaptations du règlement relatives aux clôtures et aux pentes de toiture demeurent sans incidence sur les dispositifs de prévention des risques naturels. Les prescriptions du PPRI, du PPRNGT ainsi que les autres servitudes relatives aux risques naturels demeurent intégralement applicables. La présente modification simplifiée ne modifie ni leur portée réglementaire, ni leur champ d'application, ni les prescriptions opposables lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme. La procédure ne crée aucun projet, aucune activité ni aucun aménagement nouveau susceptible de générer un risque technologique, industriel ou naturel supplémentaire.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	☐	☒	Aucun périmètre de servitude relatif à une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) au sens de l'article L.515-8 du Code de l'environnement n'est identifié dans les secteurs concernés par la présente modification simplifiée.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	☐	☒	Aucun périmètre de servitude de ce type n'est identifié dans les secteurs concerné par la présente procédure de modification simplifiée. La procédure n'autorise aucun changement de destination des sols, aucune ouverture à l'urbanisation et aucun projet susceptible d'accroître un risque de pollution des sols ou de nuisance environnementale.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	☐	☒	Les secteurs concernés par la modification simplifiée n°1 du PLU de Dormans ne sont pas couverts par un Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM)
Autre protection	☒	☐	Les secteurs concernés par la

			procédure demeurent soumis à plusieurs dispositifs de protection et servitudes figurant dans les annexes du PLU en vigueur, notamment : ▪ les servitudes d'utilité publique ; ▪ les prescriptions liées aux risques naturels ; ▪ les protections patrimoniales liées aux abords de monuments historiques ; ▪ les dispositions relatives aux continuités écologiques (trame verte et bleue). ▪ les prescriptions relatives aux secteurs affectés par le bruit des infrastructures de transport ; ▪ les dispositions relatives à la gestion des eaux et aux zones humides. La modification simplifiée n°1 : ▪ ne supprime aucune protection existante ; ▪ ne modifie aucun périmètre réglementaire ni aucune servitude annexée en PLU ; ▪ ne remet pas en cause les servitudes applicables ; ▪ n'entraîne aucune incidence notable sur les protections réglementaires existantes, les continuités écologiques, les paysages, les milieux naturels ou les secteurs soumis à des prescriptions particulières. Les protections, servitudes et prescriptions réglementaires existantes demeurent intégralement applicables après approbation de la procédure et continueront de s'imposer lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme. La présente procédure ne remet en cause ni la portée réglementaire de ces dispositifs, ni les objectifs de protection auxquels ils répondent, ni les modalités de leur application.
Les adaptations apportées aux dispositions relatives aux clôtures et aux pentes de toiture relèvent exclusivement du règlement écrit. Elles ne modifient ni les protections environnementales, ni les servitudes, ni les dispositifs de prévention des risques applicables au territoire communal. Les secteurs concernés demeurent soumis à l'ensemble des prescriptions environnementales,			

réglementaires et patrimoniales applicables. La modification simplifiée n°1 n'entraîne aucune réduction du niveau de protection du territoire communal.

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	☐	☒	Aucun site Natura 2000 n'est situé dans le périmètre directement concerné par la modification simplifiée n°1 du PLU de Dormans. Compte tenu : ▪ de la nature strictement réglementaire de la procédure ; ▪ de l'absence d'ouverture nouvelle à l'urbanisation ; ▪ de l'absence d'incidence sur les milieux naturels et les continuités écologiques ; la procédure n'est pas susceptible d'avoir d'incidence notable sur un site Natura 2000. Aucun site Natura 2000 n'est situé dans le périmètre de la modification simplifiée. Les sites Natura 2000 les plus proches demeurent extérieurs au périmètre de la procédure. Compte tenu de son caractère exclusivement réglementaire, de l'absence d'ouverture à l'urbanisation et de l'absence de travaux autorisés par la présente procédure, aucune incidence directe ou indirecte sur les objectifs de conservation de ces sites n'est identifiée.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	☐	☒	Le territoire communal de Dormans n'est pas situé dans le périmètre d'un parc national.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	☐	☒	Aucune réserve naturelle nationale ou régionale ni périmètre de protection associé n'est identifié dans les secteurs concernés par la procédure.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	☐	☒	Aucun site inscrit ou classé au titre du Code de l'environnement n'est directement concerné par la modification simplifiée n°1 du PLU de Dormans.
D'un site patrimonial remarquable	☐	☒	Aucun Site patrimonial Remarquable

créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine			(SPR) n'est identifié dans les secteurs concernés par la présente procédure.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	☒	☐	Certains secteurs concernés par la modification simplifiée n°1 se situent dans ou à proximité des périmètres de protection des monuments historiques présents sur le territoire communal de Dormans. Les projets situés dans ces périmètres demeurent soumis à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF), conformément aux dispositions du Code du patrimoine. La modification simplifiée : ▪ ne modifie aucun périmètre de protection patrimoniale ; ▪ ne remet pas en cause les prescriptions architecturales et paysagères existantes ; ▪ ne supprime aucun dispositif de protection du patrimoine bâti ou paysager. Les enjeux patrimoniaux demeurent donc pleinement pris en compte dans le cadre de la procédure. Les avis et prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France demeureront pleinement applicables lors de toute autorisation d'urbanisme ultérieure. Les adaptations du règlement relatives aux clôtures et aux pentes de toiture demeurent soumises aux dispositions patrimoniales applicables dans les périmètres de protection des monuments historiques.
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	☒	☐	Le territoire communal de Dormans comporte des zones humides et secteurs à sensibilité hydrologique identifiés dans les annexes environnementales du PLU, principalement dans les secteurs de vallée et de fond de vallée. Toutefois, les secteurs directement concernés par la modification simplifiée : ▪ sont situés dans des espaces déjà urbanisé ou déjà classés constructibles ;

			▪ ne modifient aucun périmètre de zone humide identifié ; ▪ n'entraînent aucune artificialisation supplémentaire des sols ; ▪ ne modifient ni les dispositions relatives à la gestion des eaux pluviales, ni les fonctionnalités hydrauliques des secteurs concernés. Aucune incidence notable sur les zones humides ou le fonctionnement hydraulique du territoire n'est identifié. Les fonctionnalités hydrauliques et écologiques des zones humides demeurent pleinement préservées et aucune incidence notable n'est identifiée sur leur fonctionnement.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	☒	☐	Le territoire communal de Dormans est concerné par des continuités écologiques participant à la trame verte et bleue, notamment : • les espaces agricoles et naturels structurants ; • les corridors écologiques liés à la vallée de la Marne ; • les continuités paysagères identifiées dans le rapport de présentation du PLU. La modification simplifiée n°1 : • ne modifie aucun zonage naturel ou agricole ; • ne supprime aucun corridor écologique ; • ne crée aucune fragmentation supplémentaire des milieux naturels ; • n'induit aucune urbanisation nouvelle. Les continuités écologiques identifiées à l'échelle communale demeurent intégralement préservées. Les adaptations relatives aux clôtures et aux pentes de toiture n'ont aucune incidence sur le fonctionnement de la trame verte et bleue identifiée dans le rapport de présentation du PLU.

D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	☒	☐	Le territoire communal de Dormans n'est pas directement inclus dans une ZNIEFF de type I ou II. Plusieurs ZNIEFF sont toutefois recensées à proximité du territoire communal, notamment en lien avec les vallées, coteaux et ensembles boisés. Toutefois, les secteurs concernés par la modification simplifiée : • ne sont pas susceptibles de porter atteinte aux habitats naturels ou aux espèces ayant justifié la désignation des ZNIEFF situées à proximité ; • ne modifient aucun périmètre écologique identifié ; • n'autorisent aucune ouverture nouvelle à l'urbanisation; • ne génèrent aucune incidence directe ou indirecte sur les habitats ou espèces remarquables. Compte tenu de la portée limitée et réglementaire de la procédure, aucune incidence notable directe ou indirecte sur les ZNIEFF recensées à proximité n'est identifiée.
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	☐	☒	Aucun Espace Naturel Sensible (ENS) n'est directement concerné par les secteurs faisant l'objet de la modification simplifiée n°1 du PLU de Dormans.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	☐	☒	Aucun arrêté de protection de biotope, aucun site d'intérêt géologique ni aucune zone prioritaire pour la biodiversité au sens des articles précités du Code de l'environnement n'est identifié dans les secteurs concernés par la présente modification simplifiée du PLU de Dormans. La procédure : • ne modifie aucun périmètre de protection environnementale ; • ne crée aucune ouverture nouvelle à l'urbanisation ; • les adaptations relatives aux clôtures et aux pentes de toiture demeurent sans incidence sur les dispositifs réglementaires de

			protection de la biodiversité ; • ne remet pas en cause les continuités écologiques identifiées sur le territoire communal ; • n'est pas susceptible d'avoir d'incidence notable sur la biodiversité ou les milieux naturels protégés.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	☒	☐	Le Plan Local d'Urbanisme de Dormans comporte plusieurs Espaces Boisés Classés (EBC) participant à la préservation des paysages et des continuités écologiques du territoire communal. Toutefois : • aucun Espace Boisé Classé n'est supprimé, réduit ou modifié dans le cadre de la présente procédure ; • les secteurs concernés par la modification simplifiée n°1 ne portent pas atteinte aux espaces boisés protégés ; • les adaptations réglementaires relatives aux clôtures et aux pentes de toiture n'affectent aucun espace boisé classé ni aucun massif forestier protégé. La procédure n'entraîne donc aucune incidence notable sur les espaces boisés protégés du territoire communal.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	☒	☐	Le PLU de Dormans identifie plusieurs secteurs et éléments patrimoniaux faisant l'objet de protections particulières au titre de l'article L.151-19 du Code de l'urbanisme, afin de préserver le patrimoine bâti, paysager et urbain du territoire communal. Les secteurs concernés par la modification simplifiée demeurent soumis à ces prescriptions patrimoniales lorsqu'elles sont applicables. La procédure : • ne supprime aucune protection patrimoniale ;

			• ne modifie aucun périmètre identifié au titre du patrimoine ; • ne remet pas en cause les règles d'insertion architecturale et paysagère existantes. • maintient les prescriptions applicables aux constructions situées dans les secteurs protégés au titre du patrimoine ; Les enjeux patrimoniaux identifiés dans le PLU demeurent pleinement pris en compte après approbation de la modification simplifiée. La modification simplifiée conserve l'ensemble des prescriptions patrimoniales applicables aux secteurs concernés.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	☒	☐	Le PLU de Dormans identifie des éléments et secteurs contribuant aux continuités écologiques, à la qualité paysagère et à la préservation des espaces naturels, pouvant relever des dispositions de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme. La modification simplifiée n°1 : • ne supprime aucun élément protégé ; • ne modifie aucun secteur identifié au titre des continuités écologiques ou des paysages ; • n'entraîne aucune atteinte aux éléments végétaux, paysagers ou écologiques protégés. Les continuités paysagères identifiées dans le PLU demeurent intégralement préservées. Les adaptations réglementaires relatives aux clôtures et aux pentes de toitures demeurent compatibles avec les objectifs de préservation paysagère définie par le PLU. Compte tenu de son caractère ponctuel et réglementaire, la procédure n'est pas susceptible d'avoir d'incidence notable sur les secteurs concernés par ces protections.
Autre protection	☒	☐	Les secteurs concernés par la modification simplifiée demeurent

			soumis à plusieurs protections et servitudes figurant dans les annexes du PLU en vigueur, notamment : • les prescriptions liées au PPRI et au PPRNGT ; • les servitudes d'utilité publique ; • les protections patrimoniales liées aux monuments historiques ; • les prescriptions relatives aux secteurs affectés par le bruit des infrastructures de transport ; • les dispositions relatives à la gestion des eaux et aux zones humides. La modification simplifiée n°1 : • ne supprime aucune protection existante ; • ne modifie aucun périmètre réglementaire ; • ne remet pas en cause les servitudes applicables ; • n'est susceptible de générer aucune incidence notable supplémentaire sur les protections environnementales, patrimoniales ou paysagères applicables au territoire communal. L'ensemble des protections réglementaires, environnementales, patrimoniales et paysagères applicables au territoire demeure intégralement en vigueur après approbation de la présente modification simplifiée.
L'ensemble des secteurs concernés par la modification simplifiée demeure soumis aux protections environnementales, patrimoniales et réglementaires existantes. Compte tenu de la portée exclusivement réglementaire de la procédure, de l'absence d'ouverture nouvelle à l'urbanisation, de toute consommation supplémentaire d'espaces naturels, agricoles ou forestiers (ENAF) et de toute artificialisation nouvelle des sols, aucune incidence environnementale notable n'est identifiée sur les sensibilités recensées dans le présent formulaire. La présente modification simplifiée n°1 ne modifie ni la localisation, ni la consistance, ni les objectifs de conservation des espaces naturels, des continuités écologiques, des secteurs patrimoniaux ou des autres protections réglementaires identifiés sur le territoire communal. Les évolutions proposées demeurent exclusivement réglementaires ou graphiques et ne sont pas susceptibles d'engendrer des incidences notables sur			

l'environnement.

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

☐Oui
☒Non

Si oui, précisez :

La modification simplifiée n°1 du PLU de Dormans :

- ne crée aucune nouvelle zone d'habitat ;
- n'ouvre aucune nouvelle zone à l'urbanisation ;
- ne prévoit aucun établissement recevant du public supplémentaire ;
- ne modifie pas les règles générales de constructibilité du territoire communal.

Les évolutions portent exclusivement sur :

- la suppression de l'emplacement réservé n°5 devenu sans objet ;
- la réduction de l'emprise de l'emplacement réservé n°10 ;
- l'adaptation ponctuelle des dispositions relatives aux clôtures ;
- l'évolution des dispositions relatives aux pentes de toiture.

La procédure n'induit donc pas, à elle seule, l'ouverture nouvelle à l'urbanisation ou création de secteurs constructibles nouveaux dans des secteurs exposés à des nuisances sonores, à des risques de pollution ou à une dégradation de la qualité de l'air.

Les prescriptions existantes relatives :

- aux secteurs affectés par le bruit des infrastructures de transport ;
- aux risques naturels ;
- aux servitudes d'utilité publique ;
- et aux autres réglementations applicables ;

demeurent intégralement applicables après approbation de la procédure.

Les adaptations réglementaires relatives aux clôtures et aux pentes de toiture ne sont pas susceptibles d'accroître les nuisances existantes ni de créer de nouvelles sources de pollution ou de gêne pour les riverains.

Compte tenu du caractère exclusivement réglementaire de la procédure, de l'absence d'ouverture à l'urbanisation, de l'absence de création d'établissements recevant du public et de l'absence de nouvelles constructions autorisées, la modification simplifiée n°1 n'est pas susceptible de générer une exposition supplémentaire des populations aux nuisances sonores, à la pollution de l'air, aux pollutions des sols ou à toute autre nuisance environnementale.

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant

en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.
Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

7. Autres procédures consultatives
7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées
Septembre 2026
7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)
Dans le cadre de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de Dormans, les personnes publiques associées seront consultées conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme. Compte tenu : • de la portée limitée de la procédure ; • de l'absence d'ouverture nouvelle à l'urbanisation ; • de l'absence de modification des protections environnementales ; • et de l'absence d'incidences notables identifiées sur l'environnement ; • du maintien des servitudes d'utilité publique et des prescriptions environnementales applicables. Aucune consultation environnementale complémentaire n'est identifiée comme nécessaire au regard de la nature, de la portée limitée et des incidences environnementales non notables de la présente procédure.
7.3 Procédure de participation du public envisagée
- enquête publique ☐Oui ☒Non
- participation du public par voie électronique ☐Oui ☒Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures ☐Oui ☒Non
Si oui, préciser lesquelles
Sans objet
- autre, préciser les modalités
Conformément aux articles L.153-45 et suivants du Code de l'urbanisme, le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Dormans fera l'objet d'une mise à disposition du public pendant une durée minimale d'un mois. Le dossier de modification simplifiée, accompagné de l'ensemble des avis recueillis, sera mis à la disposition du public pendant une durée minimale d'un mois, conformément aux

dispositions des articles L.153-45 et suivants du Code de l'urbanisme.

Les observations du public seront enregistrées et feront l'objet d'un bilan présenté au Conseil municipal avant approbation de la procédure.

À l'issue de la mise à disposition du public, un bilan des observations recueillies sera présenté au Conseil municipal avant l'approbation de la modification simplifiée.

8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	☒
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (***rubrique 2.5***).	☒
3	L'auto-évaluation (***rubrique 6***)	☒
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site *Internet*	☒
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
Sont annexés au présent dossier : • la notice explicative de la modification simplifiée n°1 du PLU de Dormans ; • les extraits des documents graphiques avant/après modification ; • les annexes environnementales et réglementaires utiles à l'analyse de la procédure ; • l'auto-évaluation environnementale réalisée dans le cadre de la présente saisine ; • les éléments relatifs aux emplacements réservés n°5 et n°10 ; • les éléments graphiques relatifs à l'évolution du règlement applicable aux clôtures; • le courrier de l'Office national des combattants et victimes de guerre (ONaCVG) relatif au secteur du cimetière militaire allemand de Dormans, le cas échéant. Les pièces jointes permettent de justifier l'absence d'incidences notables sur l'environnement et démontrent que la modification simplifiée n°1 demeure compatible avec les documents de planification et les protections environnementales applicables au territoire communal.		

9. Engagement et signature
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

Annexe II

(personne publique responsable) Commune de Dormans			
Fait à	Dormans	le,	16 JUIL. 2026 Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Nom	BARBIER	Prénom	Thierry
Qualité	Maire de Dormans		
Signature			

